

La Llorona ou l'impossible procès d'Efraín Ríos Montt

Dans *La Llorona* Jayro Bustamente explore l'histoire du procès du général Efraín Ríos Montt à travers le portrait d'un personnage fictif, le général Enrique Monteverde. Rappelons brièvement les moments de ce procès et les temps forts de la carrière politique de Efraín Ríos Montt. PAR GILLES BATAILLON

Julio Díaz, dans le rôle de l'ancien dictateur Enrique Monteverde, inspiré du dictateur guatémaltèque Ríos Montt.



Efraín Ríos Montt en 1960.



Le général, interviewé en 1982.



Le 23 mars 1982, avec le soutien de leurs compagnons d'armes, le général Horacio Egberto Maldonado Schaad, le colonel Francisco Luis Gordillo Martínez et Ríos Montt prennent le pouvoir à la suite d'un coup d'État.

Ce fut, dès 1999, que des organisations de défense des droits de l'homme commencèrent à se mobiliser pour traduire en justice l'ancien chef de l'État guatémaltèque, qui fut, non seulement lors de sa brève dictature (mars 1982 - août 1983), mais des années 1990 à son décès en 2018, un des personnages politiques les plus puissants du Guatemala. Une première plainte pour génocide et crime contre l'humanité fut déposée en 1999 en Espagne par Rigoberta Menchú, mais elle fut déclarée irrecevable par la Cour constitutionnelle du Guatemala. Il fallut attendre janvier 2012 que la justice guatémaltèque ouvre un procès à l'encontre de Ríos Montt. Un temps suspendu, celui-ci reprit en janvier 2013 et s'acheva le 10 mai par sa condamnation à 80 années de prison pour génocide et crime contre l'humanité. À la demande des avocats de Ríos Montt, le 20 mai 2013, la Cour constitutionnelle cassait cette décision pour vice de procédure et Ríos Montt retrouva donc la liberté avant de décéder en 2018 sans plus avoir maille avec la justice.

Une dictature sans précédent*

La dictature exercée par Ríos Montt durant seize mois fut en tout point exceptionnelle. Les militaires se sont affichés dès l'indépendance en concurrents du pouvoir, pactisant avec les élites économiques pour s'accorder sur la manière de gouverner le pays. Jusqu'à son arrivée au pouvoir en 1982, Ríos Montt resta marginal au milieu des enjeux politiques entre élites militaires et civiles, même s'il avait été le candidat de la Démocratie Chrétienne à l'élection présidentielle de 1974. Quand il arriva au pouvoir en 1982, grâce à un putsch, Ríos Montt était un général à la retraite, mais avant tout un prêcheur évangéliste dont les appels à une croisade pour la rédemption du Guatemala contre le communisme et la corruption étaient très écoutés. À la veille de ce putsch, l'armée guatémaltèque était confrontée à une situation extrêmement difficile. Les guérillas, tout comme les mouvements paysans, certains syndicats ouvriers et les mouvements étudiants misèrent sur une insurrection armée qui, comme au Nicaragua en 1979, serait appuyée par les mouvements réformistes et certains secteurs de l'Église catholique et pourrait de ce fait l'emporter. Les guérillas parvinrent à créer des « zones libérées » dans les montagnes centrales où les autorités locales et les Forces armées durent battre en retraite. Si les militaires réussirent à démanteler les réseaux urbains des guérillas et purent lancer une contre-offensive dans les hautes terres, ils n'en craignirent pas moins d'être débordés par les guérillas appuyées par les populations indiennes.

Privés de l'aide militaire des États-Unis, les militaires eurent l'impression d'être le dos au mur. Ils pensèrent être face à la conjonction de deux menaces : la « subversion du communisme international » doublée d'une révolte généralisée des populations indiennes

qui se solderait par l'élimination des Blancs et des métis. L'armée se livra donc à des campagnes de terreur sans précédent. Le premier moment de ce terrorisme d'État consista en l'assassinat systématique des leaders et des militants d'opposition les plus en vue dans la capitale. Il fut suivi par une série d'opérations militaires dans les zones rurales supposément acquises aux guérillas. Ceux qui étaient soupçonnés de tels ralliements furent purement et simplement exterminés dans le double objectif de terroriser les populations voisines et de les dissuader de faire de même et enfin, de priver les guérilleros de tout appui. À partir de 1981, les militaires voulurent en outre obliger les populations indiennes à participer à la guerre contre les guérillas. Le paradoxe fut que cette contre-offensive, d'une effroyable cruauté, se fit aussi dans un désordre invraisemblable. La corruption interne à l'armée fut à l'époque d'une telle ampleur que les troupes furent mal équipées et mal ravitaillées.

Face à cette désorganisation partielle de l'armée et à une ultime opération de fraude électorale au début du mois de mars 1982 en faveur du candidat officiel, des jeunes militaires se rebellèrent, jugeant que l'incurie des élites en place allait permettre aux guérillas de l'emporter. Ces jeunes officiers organisèrent un coup d'État qui porta au pouvoir une junte militaire composée de Ríos Montt et de deux autres généraux. Ríos Montt leur apparaissait comme un officier non corrompu, dispensant un discours de croisade, de *reborn christian*. Sitôt en place, il commença par offrir une amnistie aux guérilleros qui accepteraient de se rendre et de cesser les hostilités, appelant parallèlement à une double croisade contre le communisme et la corruption. Des militaires corrompus et incompetents furent limogés, tandis que les opérations de contre-insurrection furent complètement repensées. L'heure fut bien sûr à la poursuite de l'extermination des populations jugées « ennemies ». Mais aussi à une réorganisation des zones indiennes sous la direction de l'armée, avec la création de multiples hameaux stratégiques, « les pôles de développement ». Enfin, on rendit encore plus systématique l'implication des *Patrullas de autodefensa civiles* (PAC) dans les combats contre la guérilla et dans les massacres des populations « ennemies ».

Les officiers supérieurs supervisèrent très directement ces opérations. À la différence de ce qui avait prévalu dans les années précédentes, les unités déployées dans les zones supposées acquises aux guérillas agirent en fonction de plans d'ensemble bien mieux conçus. Les guérillas furent défaites et durent se replier vers le Mexique où elles furent suivies de dizaines de milliers de familles paysannes qui cherchèrent à fuir les exactions de l'armée. D'autres survivants des communautés paysannes tentèrent de subsister en se nomadisant dans des conditions de survie effroyables, dans les montagnes du centre du pays. Certaines zones indiennes furent particulièrement frappées par la répression militaire. Ce fut le cas du « Triangle ixil » qui apparut aux militaires comme un bastion de la guérilla. C'est en fonction de ce ditypique ami/ennemi que durant ces années de guerre (1982-1983), 1771 Ixiles furent tués sur une population totale de quelques 100 000 personnes. Au moins 80% de leurs villages furent rasés et 60% de la population

s'enfuit et tenta de survivre en se cachant dans les montagnes avoisinant leurs hameaux. Pendant les années les plus noires du conflit interne (1978-1983), ce furent au total quelque 200 000 personnes qui furent assassinées, sur une population estimée à l'époque à près de 7 millions d'habitants.

Amnistie et abandon du pouvoir par les militaires

Nul doute que Ríos Montt n'ait été pour les militaires et les élites civiles guatémaltèques un partenaire difficile et dérangent. Il se fit proclamer président et laissa clairement entendre qu'il effectuerait un mandat de quatre ans. Son lien avec les Églises évangéliques, ses multiples discours mettant en scène son rôle messianique, le mirent très vite en porte-à-faux avec les milieux plus conservateurs et traditionalistes. L'arrivée à des postes de responsabilité de jeunes officiers voulant déplacer les officiers les plus âgés suscita de très fortes réticences au sein des forces armées. Son projet de redessiner une nouvelle nation métisse, reprenant à son compte certaines images liées au monde maya, bouscula les schémas racistes structurant l'imaginaire politique guatémaltèque. La place donnée aux PAC et aux *patrulleros* battit en brèche les hiérarchies locales et inquiéta. Ses appels à une nouvelle nation pensée à l'image de l'Église du Verbe eurent les mêmes effets. C'est donc très logiquement qu'il fut renversé par des militaires plus conservateurs qui considérèrent de plus que la violence, ouvertement déployée par le gouvernement Ríos Montt, était dangereuse pour l'image internationale du pays.

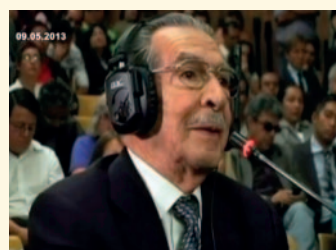
Le plan d'action des généraux revenus au pouvoir fut pour une part dans le droit fil de celui de Ríos Montt. Ils abandonnèrent la lutte contre la corruption, mais eurent à cœur de parachever la défaite militaire des guérillas. Ils ouvrirent des négociations avec les secteurs civils pour organiser des élections libres tout en préservant certains pans de leurs pouvoirs de facto. Ils exigèrent que les PAC ne soient pas dissoutes, mais restent au contraire sous leur étroit contrôle. Ils stipulèrent en outre que des lois d'amnistie les mettraient définitivement à l'abri de toute poursuite judiciaire. Ce fut dans le cadre de ces accords tacites que furent organisées, en juillet 1984, des élections pour désigner des députés à une Assemblée constituante et, en mai 1985, des élections présidentielles remportées par le candidat de la démocratie chrétienne.

Ce refus des militaires de tout procès à leur rencontre rencontra l'assentiment de larges secteurs de la société. Bien évidemment celui des élites agro-exportatrices et des milieux patronaux. Il faut comprendre que pour ces milieux, ces opérations furent nécessaires pour sauver le pays du communisme. Se superposèrent d'autres justifications, d'ordre religieux. La première puisa dans l'imaginaire de la Conquête pensée comme la providentielle et nécessaire évangélisation de peuples barbares et en décadence depuis le collapse de la civilisation maya classique au IX^e siècle. La seconde remit au goût du jour l'idée d'une nécessaire Croisade contre le communisme, idée lancée par l'Archevêque du Guatemala lors du gouvernement Arbenz. Les appels des *reborn christians* à lutter sans relâche contre le démon vinrent parachever ces justifications religieuses. Une autre légitimation de

* Pour de plus amples développements sur l'histoire de la période 1977-1983 au Guatemala, je me permets de renvoyer à mon livre *Genèses des guerres internes en Amérique centrale (1960-1983)*, Paris, Les Belles Lettres, 2003, et plus particulièrement au chapitre consacré à ce moment de l'histoire guatémaltèque « Guatemala : de l'instauration du terrorisme d'État au réajustement du pouvoir militaire », pp.274-344, ainsi qu'aux références bibliographiques contenues dans ce chapitre.



Ríos Montt et le président des États-Unis Ronald Reagan, au début des années 1980, et accueillant le pape Jean-Paul II en mars 1983.



Lors de son procès en 2013.

cette violence s'adossa aux représentations machistes de la femme, comme butin et comme proie. En effet, pendant les opérations de contre-insurrection, les femmes furent systématiquement violées avant d'être tuées. Les fugitives qui se rendirent aux militaires et aux PAC furent réduites en esclavage. Il y eut là un monstrueux déni de toute idée d'égalité entre les sexes et les ethnies de la part des militaires ; déni associé à la volonté de briser chez leurs victimes toute idée qu'elles étaient des êtres humains à part entière. Autant de pratiques qui rappellent plus l'esclavage ou l'*encomienda* lors de la conquête de l'Amérique par les Espagnols, que les pratiques génocidaires. Ces justifications du viol s'articulèrent enfin aux remises au goût du jour des projets eugénistes apparus à la charnière du XIX^e et du XX^e siècles. Ici l'idée fut que la semence des vainqueurs supplanterait celles d'hommes acquis au communisme et, ce faisant, « régénèrerait » la race.

Toute une partie des classes moyennes urbaines partagea ces vues. Ce furent enfin de larges secteurs des populations rurales métisses, mais aussi indiennes, qui adhérèrent à ces visions. Si beaucoup de ruraux rallièrent les PAC contraints et forcés, certains tout simplement pour avoir la vie sauve, d'autres y participèrent volontairement. Les motivations de ces volontaires furent de plusieurs ordres. L'identification politique au projet des militaires se doubla le plus souvent de visées très pragmatiques. La participation aux PAC offrit des opportunités de mobilité sociale. Enfin ces années de guerre interne furent l'occasion pour les *patrulleros* de s'approprier des biens de leurs rivaux en toute impunité.

Les difficultés d'un procès

Le procès contre Ríos Montt fut exemplaire de l'émergence de mœurs démocratiques au Guatemala. Pour une fois, des femmes, qui n'étaient « rien » pour leurs bourreaux et les élites guatémaltèques, purent dire les atrocités subies. Alors que des années 1970 aux années 1980 les militaires niaient ces atrocités, désormais assis sur le banc des accusés, ils furent obligés de reconnaître la matérialité des faits et plaidèrent que ce furent là des actes dont ils n'avaient jamais eu connaissance. C'est dire que, par-delà son issue finale, ce procès provoqua un véritable séisme dans les représentations hiérarchiques propres à la société guatémaltèque. Le déplacement fut double. L'idée d'une égalité entre les êtres humains fut réaffirmée par cette mise sur un plan d'égalité d'un ancien chef de l'État et de femmes indigènes. Le procès mit aussi à l'honneur l'idée de la nécessité d'un débat contradictoire, et pour une part imprévisible, pour établir la vérité des faits et rendre la justice et, ce faisant, garantir la pérennité de l'ordre social.

Au vu de ces verrous mis en place par les militaires lors des négociations avec les élites civiles, comment comprendre et expliquer qu'un procès comme celui de Ríos Montt ait pu avoir lieu ? Le bouleversement des mœurs dont témoigne ce procès doit être pensé en aval de deux mutations apparues à partir du milieu des années 1980, mutations qui pour être des phénomènes distincts, n'en entrèrent pas moins en résonance les unes avec les autres. La première fut une mise à l'honneur des droits de l'homme chez une plu-



En 2000, Ríos Montt devient président du Conseil.

ralité d'acteurs, la seconde une transformation des champs de la conflictualité sociale et politique.

La mise à l'honneur des droits de l'homme fut au premier chef le fait d'exilés guatémaltèques qui, dès la fin des années 1970, cherchèrent à la fois à attirer l'attention de la communauté internationale sur l'horreur du terrorisme d'État et à l'obliger à y mettre un frein. C'est au cours des pourparlers pour parvenir à des accords de paix (1987-1996) que les intellectuels liés aux guérillas valorisèrent les droits de l'homme comme autant d'assises d'un monde politique démocratique. Longtemps pètrie du dogme du *Quanta Cura* et du *Syllabus*, l'Église catholique guatémaltèque procéda dès le milieu des années 1980 à un véritable *aggiornamento* sur la question des droits de l'homme. Cette prise de position se traduisit dans la mise en place, à la fin des années 1980, d'un Bureau des droits de l'homme de l'Archevêché du Guatemala qui lança, en 1994, une enquête sur leurs violations commises durant le conflit. Cette enquête, rendue publique en 1998 sous le titre de *Nunca Más* (Plus Jamais) fut une manifeste contre la violence. En prononçant une condamnation morale absolue à l'encontre des crimes commis durant les années de guerre interne, l'Église donna l'aura du sacré aux Droits de l'homme.

Dès 1984 apparemment différents groupes de défense des personnes disparues, et les années suivantes virent se multiplier ce genre d'association. Ces organisations formulèrent des demandes concrètes et ponctuelles de respect des lois existantes, en rupture avec le maximalisme révolutionnaire à l'honneur durant la période 1978-1982. Se fit jour l'idée que la justice et le droit dessinaient un nouvel espace sociopolitique où ils devaient s'imposer à tous. Des mouvements sociaux et différents syndicats, qui tous s'étaient pliés à la tutelle des guérillas, reprirent leur autonomie. Ils firent aussi le pari de stratégie graduelle. C'est dire qu'apparemment dans différents secteurs sociaux des visions nouvelles du droit et de la justice, légitimées par la plus haute autorité morale guatémaltèque, l'Église catholique.

En appui à ces mutations, plusieurs acteurs internationaux, au premier chef Amnesty International et l'ONU, sont intervenus pour peser en faveur de cette transformation des mœurs. Grâce à eux les plaintes déposées contre Ríos Montt purent être instruites.

Les ambiguïtés d'un procès

Reste à souligner certaines ambiguïtés du procès instruit à l'encontre de Ríos Montt. La première tient au chef d'accusation. Comme on le sait, le génocide est un crime imprescriptible au regard du droit. Porter une telle accusation et qualifier de la sorte les massacres permit d'en juger les responsables même de longues années après les faits. Le terme laissa aussi entendre que les faits relevaient d'une monstruosité impardonnable sur le registre moral, aussi effroyable que celle des Turcs à l'encontre des Arméniens, des nazis vis-à-vis des Juifs ou des Hutus face aux Tutsis au Rwanda. En cela, l'usage du terme est extrêmement compréhensible même si, du point de vue de l'historien ou du sociologue, cela peut rester discutable. En effet, les massacres à l'encontre des Indiens, même des Ixils, n'ont jamais été une politique absolue. Nombre des habitants du triangle ixil purent rallier les patrouilles armées civiles. De même, les femmes, qui se rendirent aux militaires et aux PAC, furent certes réduites à un esclavage de fait particulièrement abject, mais elles ne furent pas exterminées. Rien de tel ne fut ni possible, ni pensable, lors des génocides à l'encontre des Arméniens, des Juifs et des Tutsis.

Les deux plus grandes ambiguïtés du procès furent son issue finale et la difficulté toujours persistante aujourd'hui à évoquer ces années de guerres internes. On l'a vu, la condamnation de Ríos Montt fut annulée pour vice de procédure par la Cour suprême du Guatemala. C'est dire sa perméabilité aux pressions des milieux politiques opposés à un tel jugement. Le fait qu'au lendemain de cette décision inique Ríos Montt n'ait pas été confronté à d'autres tentatives de le mettre en accusation, ce jusqu'à son décès, n'est pas moins révélateur des limites de certaines transformations des mœurs.

L'histoire même des conditions dans lesquelles *La Llorona* a été fait marque bien aussi les limites de ce nouvel esprit du temps démocratique. Le film reçut certes l'appui financier du ministère de la Culture et des Sports du Guatemala, mais le réalisateur fut menacé de mort. Et le film fut au final en grande partie tourné dans les locaux de la résidence de l'Ambassade France au Guatemala. ■

GILLES BATAILLON

(CESPRA-EHESS, Division de Historia CIDE México)